



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mardi 20 décembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Finance islamique: mise en place du cadre juridique des Sukuk en 2023](#)



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a fait savoir, lundi à Alger, que le cadre juridique et règlementaire régissant le marché des Sukuk (obligations islamiques) sera mis en place en 2023, appelant les établissements bancaires à généraliser les produits de la finance islamique pour parvenir à l'inclusion financière.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Nécessité de renforcer le cadre juridique régissant la finance islamique

Les participants à une Journée d'étude sur la finance islamique en Algérie, tenue lundi à Alger, ont appelé au renforcement du cadre juridique qui régit ce type de finance, tout en diversifiant les canaux de distribution de ses produits, notamment à travers leur digitalisation.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La loi sur l'auto-entrepreneur et la loi complétant l'ordonnance portant Statut général de la Fonction publique signées

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé la loi portant statut de l'auto-entrepreneur, adoptée récemment par le Parlement, ainsi que la loi complétant l'Ordonnance portant Statut général de la Fonction publique, consacrant le droit à un congé pour la création d'une entreprise par les fonctionnaires, les contractuels ou les administrateurs.



Finance islamique : Mise en place de sukuk avant la fin 2023



Les sukuk étant adossés à des actifs tangibles peuvent constituer une alternative pour toute entité de droit public ou privé désirant lever des fonds à travers des mécanismes de marché dans le respect des principes de la charia. Aujourd'hui, l'émission de sukuk souverains est possible en Algérie, n'étant pas soumise aux contraintes imposées par le code du commerce.

Nabil Djemaâ, expert économique et financier : «Des résultats miraculeux»

El Moudjahid : Quelle lecture faites-vous du bilan des trois années du Président Tebboune dans le secteur de l’Habitat ?

Nabil Djemaâ : L’Algérie, sous la direction du président de la République, qui fut, rappelons-le, des années durant ministre de l’Habitat, a fait un pas de géant pour assurer un toit décent à chaque citoyen demandeur, en lançant des programmes de logements tous azimuts et toutes formules confondues, à travers le pays.



Finance islamique : Mise en place du cadre juridique des Sukuk en 2023

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a fait savoir, ce lundi à Alger, que le cadre juridique et règlementaire régissant le marché des Sukuk (obligations islamiques) sera mis en place en 2023, appelant les établissements bancaires à généraliser les produits de la finance islamique pour parvenir à l’inclusion financière. S’exprimant lors des travaux d’une journée d’information sur le bilan et les perspectives de la finance islamique, M. Kassali a indiqué que son département ministériel « entend mettre en place le cadre juridique et règlementaire régissant le marché des sukuk dans un délai ne dépassant pas l’année 2023, et ce, en vue de créer un climat idoine pour le développement de l’industrie financière islamique en Algérie ».

Outre le lancement des produits de la finance islamique au niveau des banques, M. Kassali a rappelé la promulgation d’un décret exécutif relatif à l’assurance « Takaful ». Ce texte a permis la création de deux entreprises publiques exerçant « exclusivement » dans les opérations de l’assurance « Takaful », outre l’ouverture de cinq guichets au niveau des entreprises d’assurance traditionnelle dédiés à ce type d’assurance. Après avoir salué les acquis considérables réalisés « rapidement » visant le lancement de la finance islamique, le ministre a fait savoir que la révision de la loi sur la monnaie et le crédit comportera « un chapitre dédié à la finance islamique ».

Les produits et services de la finance islamique sont désormais proposés en réponse aux demandes des citoyens aspirant à une diversification des sources de financement et d’épargne, ce qui se traduit positivement sur le développement de l’économie nationale, a-t-il fait remarquer. M. Kassali a également présenté un bilan de l’activité de la finance islamique au niveau des banques publiques depuis son lancement jusqu’à fin août 2022. Il a fait état de 294 guichets proposant des produits de la finance islamique, 66.217 comptes, une valeur des dépôts de 49 milliards de DA, et des financements d’une valeur de 5 Mds de DA.

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb a, pour sa part, affirmé que la finance islamique « a une importance économique nationale », en ce sens qu'elle contribue à drainer la masse financière circulant hors circuit bancaire.

Pour le Gouverneur de la BA, « l'évolution et l'innovation dans les outils financiers islamiques sont désormais une nécessité impérieuse, notamment avec l'augmentation de la demande sur ces produits, dans le contexte de l'orientation mondiale croissante vers l'investissement éthique ».

Relevant qu'en dépit de la conjoncture sanitaire exceptionnelle, au cours de laquelle, les produits de la finance islamique ont été lancés en Algérie, il n'en demeure pas moins que la BA a accompagné l'opération avec souplesse, M. Taleb a indiqué que le nombre de dossiers de demande d'autorisation de lancement des produits islamiques au niveau de la BA, s'est élevé à 20 dossiers déposés par 11 banques activant sur le terrain, « un chiffre appelé à augmenter, au regard de la demande croissante sur ces produits ».

Le même responsable a également rappelé le rôle dévolu à la Banque centrale dans le contexte de l'instauration de la finance islamique, notamment dans l'aspect réglementaire. Quant au président du Haut Conseil islamique (HCI), Bouabdellah Ghlamallah, il a mis en avant, dans son intervention, l'évolution que connaît la finance islamique en Algérie, en dépit de son introduction récente, relevant « la nécessité de promouvoir davantage ce mode alternatif de financement en Algérie, notamment à travers le développement du cadre juridique des Sukuk ».

Il a en outre précisé que cette mesure « permettrait de relancer la Bourse d'Algérie et de mettre en place des outils de financement en réponse aux besoins des banques et des compagnies d'assurance Takaful », saluant par ailleurs le travail de l'Autorité charaïque nationale pour l'industrie de la finance islamique qui délivre des certificats de conformité des produits bancaires dans le cadre de la finance islamique. De son côté, le président de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF), Lazhar Latrache, a affirmé que le lancement des produits de la finance islamique en Algérie visait à favoriser l'inclusion financière, renforcer la relation entre le citoyen et les banques, et absorber les fonds du marché parallèle. M. Latrache a, en outre, indiqué que l'association ne cesse de plaider pour la mise en place des guichets d'agences de la finance islamique à travers le territoire national, voire même dans les zones enclavées, soulignant à ce propos la nécessité de former une ressource humaine qualifiée au niveau des banques chargées de la commercialisation de ces nouveaux services et produits.

Organisée par l'ABEF, la rencontre a porté, également, sur le progrès réalisé par les banques algériennes en matière de finance islamique, outre les réalisations accomplies en la matière. Ses travaux s'articulent autour de deux sessions, dont la première est consacrée au bilan de la finance islamique en Algérie, le rôle de la Banque d'Algérie dans son développement, ainsi que les réalisations du secteur des assurances Takaful. Par ailleurs, la deuxième session porte sur les perspectives de la finance islamique dans les domaines des banques, des assurances Takaful, du marché financier et de la Zakate et des Wakfs.



[M. Kassali, ministre des Finances : des sukus en 2023 pour renforcer l'ancrage de la finance islamique](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, ce lundi, que son département compte mettre en place les sukus en 2023, en guise du renforcement de l'ancrage juridique de la finance islamique en Algérie.



[POUR LE METTRE EN ADÉQUATION AVEC LA FINANCE ISLAMIQUE : Le Code du commerce sera amendé en 2023](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a indiqué que son département compte mettre en place les sukus (financement conforme à la chariâa) en 2023, en guise du renforcement de l'ancrage juridique de la finance islamique en Algérie, annonçant à ce titre l'amendement du Code du commerce.



[Aïmene Benabderrahmane : «L'Algérie protège tous ses enfants»](#)

«Il faut tout un village pour éduquer un enfant». Ce proverbe africain est fort en sens. Il faut, en effet, conjuguer les efforts pour former cet adulte en devenir. Les premières assises de l'enfance se sont ouvertes hier, à Alger. Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, qui a inauguré ces assises, promet de tenir rigoureusement compte des synthèses et rapports qu'émettront les commissions.



[Les prix du pétrole repassent au-dessus des 80 dollars : L'orage est-il passé?](#)

Après avoir reculé de plus de 2 dollars lors de la séance dernière, les cours de l'or noir sont repartis de l'avant, hier, en cours d'échanges. Le baril n'a pas dérogé à ses habitudes: Faire du yo-yo. Un sport auquel il semble s'être abonné depuis quelques semaines. Après avoir reculé de plus de 2 dollars lors de la séance dernière, les cours de l'or noir sont repartis de l'avant, hier, en cours d'échanges.

[Kassali: «66 217 comptes bancaires ouvert depuis l'adoption du principe de guichets islamiques»](#)

Le ministre des Finances, Ibrahim Djamel Kassali, a révélé que « l'adoption du principe de guichets islamiques il y a trois ans a permis l'ouverture de 66 217 comptes bancaires, absorbant 49 milliards de dinars sous forme de dépôts bancaires, avec des produits de financement d'une valeur de 5 milliards de dinars.



[Finance Islamique en Algérie : lancement d'un nouveau produit en 2023](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a annoncé le lancement d'un nouveau produit relatif à la Finance Islamique en 2023. Retrouvez tous les détails à cet égard dans cette édition du 19 décembre 2022 !



[Finance islamique: Mise en place en 2023 du cadre juridique des Sukuk](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a fait savoir, hier à Alger, que le cadre juridique et réglementaire régissant le marché des Sukuk (obligations islamiques) sera mis en place en 2023, appelant les établissements bancaires à généraliser les produits de la finance islamique pour parvenir à l'inclusion financière.



[Finance islamique : mise en place du cadre juridique des Sukuk en 2023](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a fait savoir, lundi à Alger, que le cadre juridique et réglementaire régissant le marché des Sukuk (obligations islamiques) sera mis en place en 2023, appelant les établissements bancaires à généraliser les produits de la finance islamique pour parvenir à l'inclusion financière.

Banques : Une journée d'information sur la finance islamique en Algérie

L'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef) organise lundi à Alger une journée d'information sur la finance islamique en Algérie, a indiqué l'association professionnelle dans un communiqué.



Finance islamique : mise en place du cadre juridique des Sukuk en 2023

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a fait savoir, lundi à Alger, que le cadre juridique et règlementaire régissant le marché des Sukuk (obligations islamiques) sera mis en place en 2023, rapporte la Radio nationale.



Automobile : Des crédits « halal » pour l'acquisition de véhicules fabriqués localement

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a indiqué, ce lundi, le lancement de crédits « halal » pour l'acquisition de véhicules fabriqués localement. Le ministre de l'Industrie a précisé que ces crédits concernent les véhicules fabriqués en Algérie et non importés. Concernant la date de la mise en application de ces crédits, le ministre Zeghdar a affirmé qu'ils seront disponibles au niveau des banques dès la fin de l'année 2023.



Développement de la Finance islamique : Un cadre juridique des Sukuk dès 2023

En vue de développer la finance islamique en Algérie, un cadre juridique et règlementaire régissant le marché des Sukuk (obligations islamiques) sera mis en place en 2023.

Experts et observateurs livrent un constat unanime : "Les réformes du Président Tebboune ont permis de redonner confiance aux citoyens"

Les réformes initiées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, trois ans après sa prise de pouvoir, ont permis de regagner la confiance du citoyen en les institutions de l'État, s'accordent à dire unanimement les participants à l'émission " Forum de la Radio ", diffusée hier sur les ondes de la chaîne 1 de la Radio algérienne. "Le président de la République était bien conscient de la réalité du moment et de la nature des besoins auxquels chacun aspire, partant du fait que l'Algérie avait besoin d'un grand projet national, qui englobe et implique tous les citoyens, exprime leurs besoins, redonne confiance et ravive les espoirs en répondant aussi à leurs aspirations ", a estimé d'emblée Ahmed Mizab, analyste politique et expert en stratégie.

" Le projet de l'Algérie nouvelle est basé sur une méthodologie correcte, réaliste, rationnelle et honnête dans la présentation des projets et des approches, selon des étapes régulières et étudiées, qui permettent d'atteindre les résultats souhaités ", a-t-il poursuivi.

" Dans le cadre des efforts et de la communication pour restaurer la confiance du citoyen, de nombreuses institutions consultatives ont été créées, qui sont considérées comme l'un des liens qui relie le citoyen aux décideurs ", a-t-il précisé. Mizab a également ajouté que " l'édifice institutionnel a nécessité la rédaction d'une nouvelle constitution, qui a révolutionné les idées et opéré un saut qualitatif en ouvrant la voie vers cette démarche ". Dans le même sillage, il a expliqué que " chacun a pris conscience de la nécessité de s'engager dans cette entreprise afin de réaliser le projet national ".

En ce qui concerne l'aspect économique, Mizab a indiqué que " la stabilité de la situation politique a eu un impact positif sur le domaine économique, qui est devenu un climat fertile pour les investisseurs locaux et étrangers à la fois, surtout après la promulgation d'un arsenal juridique et de lois réglementant ce domaine ". " L'Algérie s'achemine vers la stabilité économique par mise en place d'un système économique efficace dans le cadre de la création de richesses et de la recherche de projets hors hydrocarbures, tout en pariant sur les startups, qui constituent un maillon important dans le processus de développement et de construction économique ", s'est-il félicité.

" Le président Tebboune a réussi à formuler une feuille de route que l'Algérie doit suivre vers le renouveau et le changement. Il s'est également engagé à restaurer la confiance du citoyen dans les institutions de l'Etat à travers la moralisation de la vie politique et publique ainsi que la lutte contre la corruption ", a estimé, à son tour, Allaoua Al-Ayeb, expert en droit constitutionnel. Il a également ajouté : " Beaucoup de nouvelles choses se sont réalisées au cours de la phase de trois ans de la prise de pouvoir du président Tebboune ".

Car, a-t-il abondé, le chef de l'État " a promulgué une nouvelle constitution qui comprenait de nombreux points, en plus d'un arsenal juridique, au sommet desquelles se trouve la loi électorale, qui a changé le modèle et le système des élections de la liste fermée à la liste ouverte ". Al-Ayeb a également indiqué que " le président de la République a fait un excellent travail pour impliquer les citoyens de tous les segments dans la vie politique, à travers la création du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et de l'Observatoire national de la société civile en tant qu'institutions consultatives, la Cour des comptes, la Cour constitutionnelle et d'autres organes, et cela dans le cadre de la concrétisation de ses engagements. "



L'or fait parler

Les mises en garde lancées ces derniers jours par l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE) au sujet de la non-conformité de l'or en circulation en Algérie sont de nature à pousser à l'inquiétude les ménages et, logiquement, les services compétents en matière de lutte contre ce trafic préjudiciable à l'économie nationale, en l'occurrence les services douaniers et les services de sécurité.



UGCAA, commerçants, direction du commerce, impôts, CASNOS et CNRC: Une rencontre de sensibilisation à la daïra de Oued Tlélat

Rapprocher les commerçants des différentes directions et services ayant trait à leur activité et surtout s'enquérir des dernières nouveautés en matière de réglementation et de législation sont les principaux thèmes de la rencontre qui sera organisée, jeudi 22 décembre, au siège de la daïra de Oued Tlélat par le bureau local de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) d'Oran et la daïra de Oued Tlélat.



Achat de voitures fabriquées en Algérie: Des prêts «halal» lancés d'ici fin 2023

Le financement islamique, ou prêt islamique 'Mourabaha', sera accordé à tout citoyen remplissant certaines conditions, notamment un emploi stable et un salaire conséquent, pour acquérir une voiture neuve, fabriquée en Algérie.



Marchandises saisies: les Douanes algériennes organisent une méga vente aux enchères

Les Douanes Algériennes annoncent sur leur site web l'organisation d'une méga vente aux enchères publiques des lots de marchandises. "Il sera procédé le 20 décembre 2022 à partir de 09h00 au niveau du siège du port sec ACGS, sis à la zone industrielle de Rouiba, à l'organisation d'une méga vente aux enchères publiques des lots de marchandises", indique un communiqué des Douanes.



الصيرفة الإسلامية : إطلاق الإطار القانوني للصكوك الإسلامية خلال سنة 2023



أعلن وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة، أنه سيتم إطلاق الإطار القانوني و التنظيمي المنظم لسوق الصكوك الإسلامية خلال سنة 2023، داعيا المؤسسات البنكية الناشطة في الساحة لتعميم منتجات الصيرفة الإسلامية لتحقيق الشمول المالي



الصكوك الإسلامية حيز الخدمة في 2023

أعلن وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أنه سيتم إطلاق الإطار القانوني والتنظيمي المنظم لسوق الصكوك الإسلامية في 2023، داعياً المؤسسات البنكية الناشطة في الساحة لتعميم منتجات الصيرفة الإسلامية لتحقيق الشمول المالي.



وزير المالية يكشف حصيلة الصيرفة بالبنوك العمومية

كشف وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، عن حصيلة نشاط الصيرفة الإسلامية على مستوى البنوك العمومية إلى غاية شهر أوت 2022. وخلال أشغال اليوم الإعلامي حول الحصيلة والأفاق المستقبلية للصيرفة الإسلامية، أكد كسالي أنه منذ إطلاق هذا النشاط عبر البنوك العمومية وإلى غاية نهاية شهر أوت 2022، تم إحصاء 294 شباك يقدم هذه المنتجات، وكذا 66.217 حساب.



رغم تقلص مكاسبه مؤخرا مقابل العملة الأوروبية الموحدة: سنة غير مسبوقة للدينار أمام الدولار واليورو في البنوك

تقلصت مكاسب العملة الوطنية نسبيا في التعاملات الرسمية أمام اليورو، بعد أن حققت صعودا لافتا في الأشهر الأخيرة، بينما ما زال أداءها مقابل الدولار الأمريكي في تحسن، لكن بشكل عام يتجه الدينار نحو تسجيل سنة غير مسبوقة في سعر صرفه لدى البنوك لم تتحقق منذ 10 سنوات على الأقل.



5400 مليار و66 ألف حساب حصيلة الصيرفة الإسلامية: سيارات بالتقسيط "الحلال" للصحفيين والأساتذة

وأسلاك الأمن

حققت الصيرفة الإسلامية حصيلة 5400 مليار سنتيم، وأزيد من 66 ألف حساب بعد سنتين و6 أشهر من إطلاقها، وهو رقم وصفه مديرو البنوك والمؤسسات المالية بـ"المشرف" في انتظار عروض جديدة تخص الاستثمار بالدرجة الأولى خلال سنة 2023.



نواب يطالبون بتأجيل عرضه وآخرون يتمسكون به: نحو تنقيح جديد لقانون العلاقة بين الحكومة والبرلمان

طالب رؤساء الكتل البرلمانية الست الممثلة بالمجلس الشعبي الوطني، بإعادة النظر في مضمون القانون الناظم للعلاقة بين الحكومة والبرلمان من خلال فتح نقاش عميق حول مواده قبل تمريره على المصادقة، في وقت رافع البعض لتأجيله مبررين ذلك بما وصفوه "هزلة النص وتعارضه مع الدستور".



هذا موعد إطلاق الإطار القانوني للصكوك الإسلامية

أعلن وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، اليوم الاثنين، أنه سيتم إطلاق الإطار القانوني و التنظيمي المنظم لسوق الصكوك الإسلامية خلال سنة 2023. وخلال أشغال اليوم الإعلامي حول الحصيلة و الآفاق المستقبلية للصيرفة الإسلامية. دعا المؤسسات البنكية الناشطة في الساحة لتعميم منتجات الصيرفة الإسلامية لتحقيق الشمول المالي.



إطلاق الإطار القانوني المنظم لسوق الصكوك الإسلامية قريبا

أعلن وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة، أنه سيتم إطلاق الإطار القانوني و التنظيمي المنظم لسوق الصكوك الإسلامية خلال سنة 2023، داعيا المؤسسات البنكية الناشطة في الساحة لتعميم منتجات الصيرفة الإسلامية لتحقيق الشمول المالي.

إطلاق الإطار القانوني والتنظيمي لسوق الصكوك الإسلامية خلال 2023



أعلن وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، الاثنين، أنه سيتم إطلاق الإطار القانوني والتنظيمي المنظم لسوق الصكوك الإسلامية خلال سنة 2023، داعيا المؤسسات البنكية الناشطة في الساحة لتعميم منتجات الصيرفة الإسلامية لتحقيق الشمول المالي.

AL 24 News

الجزائر: إطلاق الإطار القانوني للصكوك الإسلامية خلال سنة 2023

أعلن وزير المالية الجزائري، إبراهيم جمال كسالي، اليوم الإثنين بالجزائر، أنه سيتم إطلاق الإطار القانوني والتنظيمي المنظم لسوق الصكوك الإسلامية خلال سنة 2023، داعيا المؤسسات البنكية الناشطة في الساحة لتعميم منتجات الصيرفة الإسلامية لتحقيق الشمول المالي.

إطلاق الإطار القانوني للصكوك الإسلامية خلال سنة 2023

أعلن وزير المالية إبراهيم جمال كسالي أنه سيتم إطلاق الإطار القانوني و التنظيمي المنظم لسوق الصكوك الإسلامية خلال سنة 2023 داعيا المؤسسات البنكية الناشطة في الساحة لتعميم منتجات الصيرفة الإسلامية لتحقيق الشمول المالي.



وزير المالية: إطلاق الإطار القانوني للصكوك الإسلامية خلال سنة 2023

أعلن وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة، أنه سيتم إطلاق الإطار القانوني و التنظيمي المنظم لسوق الصكوك الإسلامية خلال سنة 2023، داعيا المؤسسات البنكية الناشطة في الساحة لتعميم منتجات الصيرفة الإسلامية لتحقيق الشمول المالي.

Finance islamique Mise en place du cadre juridique des Sukuk en 2023

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a fait savoir, lundi à Alger, que le cadre juridique et réglementaire régissant le marché des Sukuk (obligations islamiques) sera mis en place en 2023, appelant les établissements bancaires à généraliser les produits de la finance islamique pour parvenir à l'inclusion financière.

S'exprimant lors des travaux d'une journée d'information sur le bilan et les perspectives de la finance islamique, M. Kassali a indiqué que son département ministériel «entend mettre en place le cadre juridique et réglementaire régissant le marché des sukuk dans un délai ne dépassant pas l'année 2023, et ce, en vue de créer un climat idoine pour le développement de l'industrie financière islamique en Algérie».

Outre le lancement des produits de la finance islamique au niveau des banques, M. Kassali a rappelé la promulgation d'un décret exécutif relatif à l'assurance «Takaful».

Ce texte a permis la création de deux entreprises publiques exerçant «exclusivement» dans les opérations de l'assurance «Takaful», outre l'ouverture de cinq guichets au niveau des entreprises d'assurance traditionnelle dédiés à ce type d'assurance.

Après avoir salué les acquis considérables réalisés «rapidement» visant le lancement de la finance islamique, le ministre a fait savoir que la révision de la loi sur la monnaie et le crédit comportera «un chapitre dédié à la finance islamique».

Les produits et services de la finance islamique sont désormais proposés en réponse aux demandes des citoyens aspirant à une diversification des sources de financement et d'épargne, ce qui se tra-

duit positivement sur le développement de l'économie nationale, a-t-il fait remarquer.

M. Kassali a également présenté un bilan de l'activité de la finance islamique au niveau des banques publiques depuis son lancement jusqu'à fin août 2022. Il a fait état de 294 guichets proposant des produits de la finance islamique, 66.217 comptes, une valeur des dépôts de 49 milliards de DA, et des financements d'une valeur de 5 Mds de DA.

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb a, pour sa part, affirmé que la finance islamique «a une importance économique nationale», en ce sens qu'elle contribue à drainer la masse financière circulant hors circuit bancaire.

Pour le Gouverneur de la BA, «l'évolution et l'innovation dans les outils financiers islamiques sont désormais une nécessité impérieuse, notamment avec l'augmentation de la demande sur ces produits, dans le contexte de l'orientation mondiale croissante vers l'investissement éthique».

Relevant qu'en dépit de la conjoncture sanitaire exceptionnelle, au cours de laquelle, les produits de la finance islamique ont été lancés en Algérie, il n'en demeure pas moins que la BA a accompagné l'opération avec souplesse, M. Taleb a indiqué que le nombre de dossiers de demande d'autorisation de lancement des produits islamiques au niveau de la BA, s'est élevé à 20 dossiers déposés par 11 banques activant sur le terrain, «un chiffre appelé à augmenter, au regard de la demande croissante sur ces produits».

Le même responsable a également rappelé le rôle dévolu à la

Banque centrale dans le contexte de l'instauration de la finance islamique, notamment dans l'aspect réglementaire. Quant au président du Haut Conseil islamique (HCI), Bouabdellah Ghlamallah, il a mis en avant, dans son intervention, l'évolution que connaît la finance islamique en Algérie, en dépit de son introduction récente, relevant «la nécessité de promouvoir davantage ce mode alternatif de financement en Algérie, notamment à travers le développement du cadre juridique des Sukuk».

Il a en outre précisé que cette mesure «permettrait de relancer la Bourse d'Algérie et de mettre en place des outils de financement en réponse aux besoins des banques et des compagnies d'assurance Takaful», saluant par ailleurs le travail de l'Autorité charaïque nationale pour l'industrie de la finance islamique qui délivre des certificats de conformité des produits bancaires dans le cadre de la finance islamique.

De son côté, le président de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF), Lazhar Latrache, a affirmé que le lancement des produits de la finance islamique en Algérie visait à favoriser l'inclusion financière, renforcer la relation entre le citoyen et les banques, et absorber les fonds du marché parallèle.

M. Latrache a, en outre, indiqué que l'association ne cesse de plaider pour la mise en place des guichets d'agences de la finance islamique à travers le territoire national, voire même dans les zones enclavées, soulignant à ce propos la nécessité de former une ressource humaine qualifiée au niveau des banques chargées de la commercialisation de ces nouveaux services et produits.

FINANCE ISLAMIQUE

MISE EN PLACE DU CADRE JURIDIQUE DES SUKUK EN 2023

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a fait savoir, lundi à Alger, que le cadre juridique et réglementaire régissant le marché des Sukuk (obligations islamiques) sera mis en place en 2023, appelant les établissements bancaires à généraliser les produits de la finance islamique pour parvenir à l'inclusion financière. S'exprimant lors des travaux d'une journée d'information sur le bilan et les perspectives de la finance islamique, M. Kassali a indiqué que son département ministériel «entend mettre en place le cadre juridique et réglementaire régissant le marché des sukuk dans un délai ne dépassant pas l'année 2023, et ce, en vue de créer un climat idoine pour le développement de l'industrie financière islamique en Algérie». Outre le lancement des produits de la finance islamique au niveau des banques, M. Kassali a rappelé la promulgation d'un décret exécutif relatif à l'assurance «Takaful».

Après avoir salué les acquis considérables réalisés «rapidement» visant le lancement de la finance islamique, le ministre a fait savoir que la révision de la loi sur la monnaie et le crédit comportera «un chapitre dédié à la finance islamique». Les produits et services de la finance islamique sont désormais proposés en réponse aux demandes des citoyens aspirant à une diversification des sources de financement et d'épargne, ce qui se traduit positivement sur le développement de l'économie nationale, a-t-il fait remarquer. M. Kassali a également présenté un bilan de l'activité de la finance islamique au niveau des banques publiques depuis son lancement jusqu'à fin août 2022. Il a fait état de 294 guichets proposant des produits de la finance islamique, 66.217 comptes, une valeur des dépôts de 49 milliards de DA, et des financements d'une valeur de 5 Mds de DA. Le Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb a, pour sa part, affirmé que la finance islamique «a une importance économique nationale», en ce sens qu'elle contribue à drainer la masse financière circulant hors circuit bancaire. Pour le Gouverneur de la BA, «l'évolution et l'innovation dans les outils financiers islamiques sont désormais une nécessité impérieuse, notamment avec l'augmentation de la demande sur ces produits, dans le contexte de l'orientation mondiale croissante vers l'investissement éthique». Relevant qu'en dépit de la conjoncture sanitaire exceptionnelle, au cours de laquelle, les produits de la finance islamique ont été lancés en Algérie, il n'en demeure pas moins que la BA a accompagné l'opération avec souplesse, M. Taleb a indiqué que le nombre de dossiers de demande d'autorisation de lancement des produits islamiques au niveau de la BA, s'est élevé à 20 dossiers déposés par 11 banques activant sur le terrain, «un chiffre appelé à augmenter, au regard de la demande croissante sur ces produits».

DOUANES

Vente de marchandises aux enchères publiques

Les services des Douanes organisent aujourd'hui une vente aux enchères des lots de marchandises saisies, à partir de 09h00 au niveau du siège du port sec ACGS, sis à la zone industrielle de Rouiba, selon les mêmes services. Ce lot contient des téléviseurs, des accessoires auto-moquettes, des panneaux électriques, bobines et rames de papiers, des articles de coiffure, des articles électriques, la vaisselle, des vannes et raccords. Autres produits : de l'huile

pour moteur, des articles sanitaires, des tranches de marbre, des pièces de rechange auto, des meubles, des cuisinières semi-finies, des tracteurs agricoles, des articles électroménagers, des machines et des véhicules. «Les marchandises sont adjudgées libres de tous droits et taxes au plus offrant et dernier enchérisseur et ne sont remises que contre paiement au comptant, en espèces ou par chèque certifié» et «que les frais d'enregistrement ainsi que l'enlèvement des

marchandises sont à la charge des adjudicataires et les marchandises sont à enlever dans les 48 heures qui suivent l'adjudication». Les lots adjudgés et payés que le preneur n'aura pas enlevés dans un délai de huit jours seront, laissés sur les lieux de la vente à ses frais et ses risques et périls. Autre condition, la présentation du registre du commerce et de la carte d'immatriculation fiscale sont obligatoires pour les marchandises commerciales.

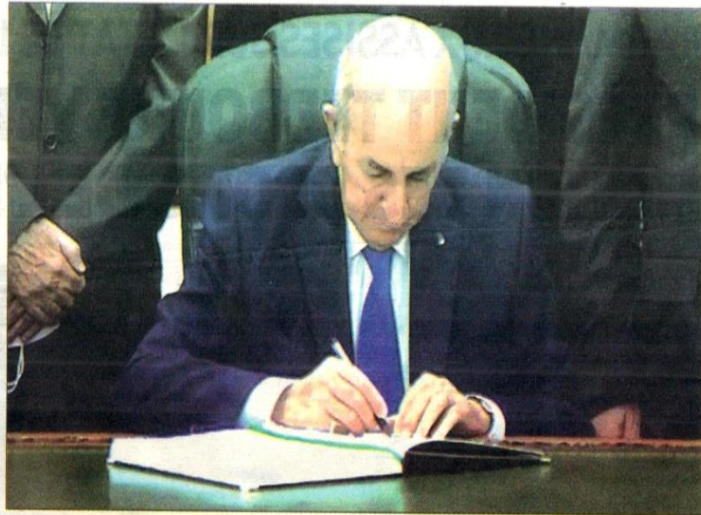
A. K.

LOI SUR L'AUTO-ENTREPRENEUR ET LOI SUR LE STATUT GÉNÉRAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le président Tebboune signe les deux textes

La loi portant statut de l'auto-entrepreneur vise à organiser les nouvelles activités économiques apparues avec l'émergence de l'économie de la connaissance et de l'économie numérique et qui ne sont régies par aucun cadre légal à ce jour. Elle consacre le développement de l'esprit entrepreneurial et la facilitation de l'accès des jeunes au marché du travail par l'auto-emploi, de même qu'elle permet de réduire le nombre des personnes activant dans le marché parallèle sans couverture sociale et contribue à l'insertion de cette catégorie dans le circuit de l'économie formelle. Cette loi permet également la réduction des charges des start-up en leur permettant de faire appel aux entrepreneurs indépendants et une exploitation commune des ressources humaines entre plusieurs entreprises. La loi sur l'auto-entrepreneur facilite l'exportation de certains services numériques tels le développement d'applications web et mobiles, le e-marketing, le community-management et l'infographie, notamment au vu des nouvelles notes émises par la Banque d'Algérie (BA) autorisant le transfert de tous les revenus de l'exportation

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ABDELMADJID TEBBOUNE, a signé la loi portant statut de l'auto-entrepreneur, adoptée récemment par le Parlement, ainsi que la loi complétant l'Ordonnance portant Statut général de la Fonction publique, consacrant le droit à un congé pour la création d'une entreprise par les fonctionnaires, les contractuels ou les administrateurs.



des services numériques en devise vers le pays, selon le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-

entreprises. A cet effet, la loi fixe plusieurs conditions pour l'obtention de la qualité d'auto-entrepreneur, notamment l'âge de travail, la

nationalité algérienne et la condition de résider en Algérie. Un Registre national de l'auto-entrepreneur sera mis en place, dans ce

cadre, outre la création d'une entreprise publique qui se chargera de tenir le Registre national de l'auto-entrepreneur, de délivrer la carte de l'auto-entrepreneur et de contrôler les activités régies par cette loi. Cette loi, qui a prouvé son efficacité dans plusieurs pays en réglementant nombre d'activités et de métiers non structurés, apportera plusieurs avantages, à l'instar de la tenue d'une comptabilité simplifiée, l'exemption d'immatriculation au registre de commerce, l'assujettissement à un régime fiscal préférentiel, la couverture sociale en plus de l'éventualité d'ouvrir un compte bancaire commercial. Par ailleurs, le président de la République a signé la loi complétant l'Ordonnance portant Statut général de la Fonction publique et consacrant le droit à un congé pour création d'entreprise par les travailleurs, les contractuels et les administrateurs, un texte initié par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. L'entrée en vigueur de ces deux textes de loi «est de nature à encourager les compétences algériennes à accéder au monde de l'entrepreneuriat et de contribuer au développement économique du pays».

SALAIRES - RETRAITES - ALLOCATION-CHÔMAGE

Comment le gouvernement financera les augmentations

La loi de finances prévoit pour l'année prochaine des recettes budgétaires de 7 901,9 milliards de dinars et des dépenses s'élevant à 13 786,8 milliards de dinars, réparties entre les dépenses de fonctionnement, qui augmenteront à 9 767,6 milliards de dinars (+26,9%), et les dépenses d'équipement, en hausse à 4 019,3 milliards de dinars (+2,7%) par rapport à la loi de finances complémentaire de cette année qui s'achève.

La loi de finances devant entrer en vigueur début janvier prochain prévoit plusieurs mesures de redressement liées à la loi de finances 2022 et destinées essentiellement à la couverture des dépenses supplémentaires. Dans sa loi



algériens, soit en hausse de 26,9% par rapport à 2022, et des dépenses d'équipement s'élevant à 4 019,3 milliards de dinars, soit une hausse de

selon les autorités du pays, à la poursuite du dégel de nombreux projets publics, entre autres et en plus à la décision de revoir à la hausse les salaires des fonctionnaires, les pensions de retraite et l'allocation due aux chômeurs. Le déficit abyssal du budget, alourdi en partie par le lourd fardeau que constituent les dépenses inévitables pour le maintien de la cohésion sociale, les pouvoirs publics escomptent le financer entre autres par le recours au Fonds de régulation des recettes (FRR). Celui-ci devrait enregistrer une manne conséquente grâce à l'excédent attendu de la fiscalité pétrolière. À la fin de

ayant marqué depuis une année maintenant le marché mondial des hydrocarbures. Le FRR renoue ainsi avec un rôle qu'il a rempli depuis sa création en 2000 jusqu'à ce qu'il s'assèche au début 2017, après la crise de la chute des prix du pétrole de 2014. La contribution du FRR est toutefois appelée à se rétrécir à partir de l'année prochaine en raison, avait expliqué le ministre des Finances il y a quelques semaines, de l'amélioration attendue de la fiscalité ordinaire pour constituer pas loin des 60% des recettes de l'État. Il faudrait juste rappeler que la loi de finances 2023 a été établie sur la base d'un baril à 60

Des dépenses qui viendront immanquablement alourdir les dépenses publiques qui, selon les prévisions du gouvernement, atteindront 13 786,8 milliards de dinars.

de finances 2023, le gouvernement a budgétisé, en plus des rubriques habituelles et du maintien tel quel du système de subventions, les augmentations solennellement annoncées des salaires des fonctionnaires, la revalorisation des retraites ainsi que la révision à la hausse du montant de l'allocation-chômage.

Des dépenses qui viendront immanquablement alourdir les dépenses publiques qui, selon les prévisions du gouvernement, atteindront 13 786,8 milliards de dinars, ventilées entre les dépenses de fonctionnement prévues, qui s'élèveront à 9 767,6 milliards de dinars

2,7% par rapport à la loi de finances complémentaire de l'année 2022.

En parallèle, l'État escompte des recettes totales prévues pour atteindre 7 901,9 milliards de dinars. Des recettes et des dépenses prévues qui feront que le déficit budgétaire déjà effarant passera de 4 092,3 milliards de dinars, soit près de 16% du PIB si l'on se fie aux prévisions de clôture pour l'année 2022, à un déficit «énormissime» de 5 720,0 milliards de dinars, soit plus de 20% du PIB.

La justification d'un tel creusement de l'abyssal déficit budgétaire est à chercher

Il est attendu 2 200 milliards de dinars qui viendront renflouer le FRR, ranimé grâce à la conjoncture ayant marqué depuis une année maintenant le marché mondial des hydrocarbures.

l'année en cours, il est attendu 2 200 milliards de dinars qui viendront renflouer le FRR, ranimé grâce à la conjoncture

dollars pour le prix de référence et 70 dollars pour le prix du marché.

Azidine Maktour

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Mise en service d'un système informatisé pour le suivi de la situation financière des communes

Un système informatisé a été mis en service, le 11 décembre courant, pour assurer un suivi permanent de la situation financière de chaque commune à chaque fin de mois, a indiqué lundi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire.

«Dans le cadre des efforts déployés par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire pour la modernisation de la gestion locale, et en vue de consacrer le principe de

transparence dans la gestion des deniers publics et d'assurer une meilleure efficacité dans la mise en œuvre du budget, un système informatisé a été mis en service, le 11 décembre courant, pour assurer un suivi permanent de la situation financière de chaque commune à chaque fin de mois», précise la même source.

Ce nouveau système à quatre niveaux qui concerne les services de la commune, de la daïra et de l'administration centrale, «a pour objectif d'informer les acteurs au niveau local sur la situation réelle et exacte de la liquidité financière au niveau des trésoreries communales et, partant, définir les priorités

dans la mise en œuvre des dépenses publiques», lit-on dans le communiqué.

Ce système permettra également à tous les responsables locaux et centraux de «contrôler l'utilisation des allocations financières, de déterminer le niveau des dépenses globales et celui du recouvrement des recettes ainsi que les fonds disponibles à chaque fin de mois et à chaque fin d'exercice financier, mais aussi d'identifier les difficultés financières pouvant survenir dans chaque commune, ce qui permettra de prendre les mesures anticipatives nécessaires pour les éviter», conclut la même source.

APS

DEPUIS UNE ANNÉE

Tendance haussière du dinar face au dollar

Le dinar algérien maintient sa tendance haussière face au dollar, mais décroche devant l'Euro. La monnaie algérienne a atteint hier lundi 19 décembre sa plus haute valeur face au dollar américain depuis plus d'une année. Selon le tableau des citations de la Banque d'Algérie, le billet vert américain valait 137,23 dinars, soit le taux le plus bas pour le dollar depuis novembre 2021. Après avoir atteint la parité avec l'Euro ces derniers mois, le dépassant même d'une courte tête en septembre dernier, le dollar s'est légèrement

déprécié. Il est coté aujourd'hui à 0,95 euro. Ce lundi, la monnaie unique européenne valait 145,92 dinars algériens. Soit près de sept dinars de plus que sa valeur en septembre dernier, lorsqu'elle était descendue sous la barre des 140 dinars pour un euro. La valeur la plus élevée de l'euro face au dinar algérien a été enregistrée début janvier 2021, à 162,77 dinars pour un euro.

Le dollar recule face à l'euro

La baisse de la valeur du dollar face au

dinar algérien sur le marché officiel est essentiellement due au recul de ce dernier face à la monnaie européenne. Il s'agit d'une nouvelle mitigée pour l'économie algérienne. Si les marchandises importées, notamment les produits alimentaires de base, les matières premières et les équipements industriels, payés en dollar, devraient coûter moins cher, la valeur des recettes des exportations des hydrocarbures, effectuées également en dollar, devrait aussi baisser.

L'appréciation de la valeur du dinar con-

stitue un axe de la politique gouvernementale. En août dernier, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a réitéré l'engagement de renforcer la valeur du dinar. Plusieurs économistes qui se sont exprimés sur la question ont estimé que la hausse de la valeur de la monnaie nationale face aux principales devises étrangères permettra de juguler l'inflation, de renforcer le pouvoir d'achat des citoyens et de booster la confiance dans l'économie algérienne.

R. N.

في سياق تدابير إصلاحية

تعديل قانون النقد والقرض لتكيف المنظومة المالية والمصرفية

• قانون القرض والنقد عرف ستة تعديلات منذ 2001

باشرت السلطات العمومية إجراء جديدا يخص تعديل قانون القرض والنقد في سياق إجراءات إصلاحية وكخطوة أساسية للإصلاح الاقتصادي والمالي. ومنذ اعتماد القانون رقم 90-10 الصادر في 14 أفريل سنة 1990 المتعلق بالنقد والقرض، الذي كان يهدف إلى تنظيم القطاع المصرفي والمالي، بحيث أنشأ سلطة للضبط ممثلا في بنك الجزائر، مع منح هوامش حرية للبنوك في ممارسة وظائفها الأساسية، إلا أن هذا القانون خضع للعديد من التعديلات استجابة لمتطلبات الظروف الاقتصادية والمالية، لضمان التكيف مع مستجدات أو تدارك فئاض، فضلا عن إرساء شبكة من العلاقات المستجدة بين مكونات المنظومة البنكية والمؤسسات، وأخيرا متطلبات التأقلم مع متطلبات، من بينها استحداث أدوات جديدة للسياسات النقدية وتكريس الصيرفة الإسلامية، والانفتاح الخارجي.

الجزائر، فإنه نص على أن معدل الاحتياطي الإجمالي يتراوح بين 15% و 15% كحد أقصى، فيما حدد التنظيم رقم 03-04 المؤرخ في 4 مارس 2004، المتعلق بنظام ضمان الودائع البنكية، الذي هدف إلى تعويض المودعين في حالة عدم إمكانية الحصول على ودايمهم من بنوكهم، فضلا عن لدى بنك الجزائر، حيث تقوم بتسييره شركة مساهمة تسمى "شركة ضمان الودائع البنكية".

وفي أعقاب الأزمة المالية الدولية، اعتمد تعديل في سنة 2010 عبر الأمر رقم 10-04 صادر في 26 أوت 2010، بهدف تعزيز وسائل البنوك في مواجهة المخاطر عبر تقوية أنظمة رقابتها الداخلية، فضلا عن تعديل مساهمة البنوك والمؤسسات المالية والأجنبية تماشيا مع أحكام قانون المالية التكميلي لسنة 2009 في مجال نسبة مساهمة رأس المال الأجنبي في رؤوس أموال المؤسسات الاقتصادية العاملة في الجزائر، حيث تضمن تعديل 2010 ضرورة أن تتم المساهمات الأجنبية في البنوك والمؤسسات المالية الخاضعة للقانون الجزائري وجوبا في إطار شركة تمثل فيها المساهمة الوطنية المقيمة (التي يمكن أن تتشكل من مجموعة من المشاركين) 51% على الأقل من رأس المال.

والى جانب تعديلات سنة 2011 التي ركزت على ضبط السيولة البنكية، فقد شهدت سنة 2017 تعديلا لقانون القرض والنقد، بعد انخفاض أسعار المحروقات والإيرادات، على خلفية اعتماد آليات التمويل بالقرض السنيدي وطبع كتلة نقدية، من أجل تمويل الموازنة العامة، حيث تم إصدار قانون 17-10 الذي احتوى على المادة 45، التي تنص على أن يقوم البنك المركزي بشكل استثنائي، ولمدة خمس سنوات، بشراء مباشرة من الخزينة السندات المالية التي تصدرها الخزينة من أجل المساهمة في تغذية احتياجات تمويل الخزينة وتمويل الدين العمومي الداخلي. ح. ص



بنك الجزائر

والقرض، فيتكون بموجب الأمر رقم 01-01 من أعضاء من مجلس إدارة بنك الجزائر، وثلاث شخصيات يختارون بحكم كفاءتهم في المسائل النقدية والاقتصادية، مما أصبح عدد أعضاء مجلس النقد والقرض عشرة بعدما كانوا سبعة.

ثم جاءت تعديلات سنة 2003 من خلال الأمر رقم 11/03 المتعلق بالنقد والقرض الصادر في 26 أوت 2003، على خلفية السعي لإعداد وتكييف المنظومة البنكية، والتعامل مع تبعات ارتدادات قضايا بنك الخليفة والبنوك الخاصة، مع توسيع دائرة تدخل الدولة في تأطير وتنظيم الساحة المصرفية، مع تشديد رجوع البنوك التجارية لبنك الجزائر. وشهدت الفترة تأكيد سلطة البنك المركزي النقدية، وقوة تدخل الدولة في المنظومة البنكية، حيث أنه أضاف شخصين في مجلس النقد والقرض من أجل تدعيم الرقابة، معيارين من رئاسة الجمهورية تايعان لوزارة المالية، موازاة مع صدور تنظيم رقم 01-04 المؤرخ في 4 مارس 2004 والخاص بالحد الأدنى لرأس المال للبنوك والمؤسسات المالية، حيث تم رفع رأس مال البنوك من 500 مليون دينار إلى 2.5 مليار دينار، ومن 100 مليون دينار إلى 500 مليون دينار للمؤسسات المالية. أما التنظيم رقم 02-04 الصادر في 4 مارس 2004، الذي حدد شروط تكوين الاحتياطي الإجمالي لدى دفاتر بنك

فرنسا. وجدير بالتنكير أن قانون القرض والنقد عرف ستة تعديلات منذ 2001 إلى 2017 بالخصوص.

وإذا كان القانون رقم 90-10 المتعلق بالنقد والقرض الذي صدر بتاريخ 14 أفريل 1990، قد شكل نقلة نوعية في سياق توجهات الإصلاحات الاقتصادية، لاسيما التوجهات الرامية إلى الانتقال إلى نمط اقتصادي مغاير من اقتصاد مخطط إلى اقتصاد السوق، ومن ثم العمل على إصلاح النظام البنكي والمصرفي.

وقد تعرض قانون النقد والقرض للعديد من التعديلات استجابة للظروف المستجدة في الساحة النقدية والمالية، على غرار التعديلات الصادرة في سنة 2001 من خلال الأمر 01-01 الصادر في 27 فيفري 2001، وهو أول تعديل لقانون القرض والنقد، حيث تم تعديل البنوك البنكية الجوانب الإدارية في تسيير بنك الجزائر بالأساس، إضافة إلى الفصل بين مجلس إدارة بنك الجزائر، ومجلس النقد والقرض، حيث أصبح تسيير بنك الجزائر وإدارته يتولاها محافظ بنك الجزائر وثلاثة نواب للمحافظ، ومجلس إدارة لتعويض مجلس القرض والنقد، إلى جانب مراقبان. كما أن تركيبة مجلس إدارة بنك الجزائر يتكون من محافظ كرئيس، وموظفين ساميين يمينون بمرسوم صادر عن رئيس الحكومة. أما مجلس النقد

حفيظ صواليلي

● تتطلب جملة من التحولات في عرف السلطات العمومية، إحداث تعديلات وتكييف النظام القانوني والتنظيمي الكفيل بمجابهة التحديات التقنية والتكنولوجية الجديدة، وتمكين القطاع من الانفتاح على فاعلين جدد. وعلى ضوء ذلك، فإن مشروع قانون النقد والقرض، كان إحدى نقاط جدول أعمال اجتماع الحكومة الأخير، برئاسة الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان، حيث تم استعراض أولي للمشروع التمهيدي للقانون المعدل والأمر رقم 03-11 المؤرخ في 26 أوت 2003، والمتعلق بالنقد والقرض المقدم من قبل وزير المالية.

وتمت الإشارة إلى تكييف القانون مع الإصلاحات الشاملة التي يشهدها النظام المالي وعصرنة مهن تسيير البنوك، وإدراج أدوات جديدة للسياسة النقدية التي من شأنها تعزيز آليات انتقالها من أجل تحقيق الأهداف الاقتصادية الكبرى. وحددت من بين الأهداف المرجوة من التعديلات المدرجة؛ جعل التنظيم يتماشى مع أفضل الممارسات والمعايير الدولية، لاسيما في مجال تعزيز حوكمة بنك الجزائر ومجلس النقد والقرض، واللجنة المصرفية والبنوك والمؤسسات المالية.

والى جانب ذلك، يتم من خلال التعديلات تكريس الصيرفة الإسلامية ورقمنة النشاط المصرفي، من خلال انفتاح النظام البنكي المصرفي على البنوك الرقمية ومقدمي خدمات الدفع، وعمليات الدفع بالعملة الإلكترونية.

من جهة أخرى، أخذ المشروع التمهيدي للقانون المحدد لشروط ممارسة الأنشطة التجارية، الذي قدمه وزير التجارة وترقية، ويضاف إلى ذلك متطلبات الانفتاح الخارجي مع مشاريع فتح وكالات بنكية ومصرفية في الخارج، سواء في عدد من البلدان الإفريقية أو

الحكومة تفتح ملف النقد والقرض

هذا ما ينتظر من تعديل المنظومة القانونية المالية

مسار تحرير المبادرات الاقتصادية وتحسين مناخ الاستثمار، ومن ثمة الحصول على الأنشطة الاقتصادية، فضلا عن تمكين المتعاملين المحليين من الاستثمار في الخارج، الأمر الذي يعود بالفائدة للاقتصاد الوطني على العموم.

واستبعد الخبير، في سياق الشرح، أن يكون لهذا الأمر تبعات على القضايا ذات العلاقة بتهريب العملة والممارسات المرتبطة بها، من منطلق أنه أوضح أن تعديل قانون النقد والقرض يرافقه بشكل آلي ضرورة عصريّة طرق الرقابة وتفعيل دور الهيئات المعنية بهذه المهام، موازاة مع التوجه ولو بشكل تدريجي نحو أسعار الصرف وتقليص تأثير السوق الموازية، كونها تعتبر أبرز المبررات لاتساع الظواهر المتعلقة بتهريب الأموال، لتكون ضمن هذا المنظور المخالفات المالية المرتكبة الاستثناء المعاقب عليه قانونا، بدلا من كونها عملية نمطية، على حد تعبيره.

ودعا محفوظ كاويي، أيضا، إلى فتح المجال لإطلاق بنوك خاصة أو عن طريق الشراكة مع الأجانب، في إطار ما يتضمنه التعديل المقبل لقانون النقد والقرض. بينما عاد الخبير المالي والاقتصادي عبد الرحمان عية، من جهته، إلى مسألة تحويل رؤوس الأموال الأجنبية، واعتبرها أحد أهم العراقيل التي يصطدم بها المستثمر الأجنبي خلال نشاطه في الجزائر أو قبله، إلى حد جعله يفكر مرارا قبل المضي في أي استثمار، كما قال إنه الأمر الذي يتكرر بالطريقة نفسها تقريبا مع محاولات توسيع استثماراتهم للأسواق الخارجية.

وشدد محدثا على أن ضرورة أن يتضمن القانون محل التعديل، تفعيل دور مكاتب الصرف لقطع الطريق أمام الازدواجية الحالية، واقترح على سبيل المثال إطلاق مكاتب لتحويل العملة على مستوى الفنادق، حتى وإن كانت بسعر السوق السوداء كمرحلة أولى، في خطوة للحصول على مؤشرات "رسمية" عن قيمة هذا النوع من التحويلات، على أن الخبير عاد ليؤكد على أن المسألة الجوهرية مرتبطة بالتطبيق الميداني للقانون، وليس فقط مجرد تعديله.

سعيد بشار

• تتجه الحكومة بخطى ثابتة نحو تعديل قانون النقد والقرض استكمالا لمسار الإصلاحات للأطر القانونية الخاصة بالمنظومة الاقتصادية، عقب تعديل قانون الاستثمار وطرح دفاثر الشروط الخاصة بنشاط وكلاء السيارات، خلال السنة الحالية، بينما يبقى تحديد الجوانب المالية ضرورة تفرضها معطيات المرحلة الراهنة للإحاطة بالنشاط الاقتصادي من جميع زواياه، وتحقيقا لهدف تحسين مناخ الاستثمار للمتعاملين المحليين والأجانب على السواء.

على لسان المسؤول الأول على الجهاز التنفيذي، الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، أكدت الحكومة عزمها على أن مساعي تعديل قانون النقد والقرض يندرج في إطار التكيف مع التطورات التي تشهدها الأسواق المالية عبر العالم، خاصة التقنية والتكنولوجية منها، موازاة مع الدور الذي تلعبه الجوانب المالية في مجال إنعاش اقتصاد وتحقيق التنوع عن طريق دعم الشمول المالي وتوفير مصادر تمويل جديدة.

وعلى هذا الأساس، فإن مشروع القانون المقبل من شأنه إعطاء دفعة لمسار إصلاح القطاع المالي والبنكي عبر ترسيخ تبنى المعايير الدولية وأفضل الممارسات في تمويل الاقتصاد من أجل الاستجابة للتحويلات الاقتصادية والمالية، وكذا التحديات التقنية والتكنولوجية، كما سيسمح بالانفتاح على متعاملين جدد.

وتعليقا على هذا، اعتبر الخبير في الشأن المالي، محفوظ كاويي، تعديل قانون النقد والقرض ضرورة في الوقت الحالي ليطمأنش مع مقتضيات المرحلة المقبلة، لاسيما وأنه أشار إلى أن القانون محل التعديل صادر خلال فترة التسعينات، ضمن معطيات وظروف تغيرت جملة وتفصيلا، بما أن السوق والمعاملات المالية والأنشطة الاقتصادية عرفت خلال هذه الفترة تطورات كبيرة، تفرض التكيف معها.

وتطرق المتحدث، في تصريح لـ "الخبر"، إلى المسألة التي انتقدت في مناسبات عدة من قبل المتعاملين الاقتصاديين، ألا وهي حركة رؤوس الأموال من وإلى الجزائر، وأوضح أن التعديلات المقررة من المفروض أن تأخذها بعين الاعتبار، ضمن التوجهات التي تتبناها السلطات العمومية في

إطار قانوني خلال 2023.. وزير المالية:

الصيرفة الإسلامية.. ثلاث سنوات من النجاح

■ 294 شباكا بنكيا.. 66.217 حسابا وودائع بقيمة 49 مليار دج
■ غلام الله: الرئيس استجاب لمطلب شعبي يلبي طموحات المواطنين والمتعاملين الاقتصاديين



تحت الرعاية السامية للسيد الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمن
الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية الجزائرية تنظم
يوم اعلامي حول
الصيرفة الإسلامية في الجزائر
" الحصيلة والآفاق "

20 طلب ترخيص..

وأعلن طالب عن إحصاء 20 ملفا أودع لدى البنك المركزي، لطلب الترخيص المسبق لتسويق منتجات الصيرفة الإسلامية، أودعها 11 بنكا، مشيرا إلى أن العدد مرشح للارتفاع بحكم الطلب المتزايد عليها.. وأكد تسخير إمكانيات معتبرة للتكفل بالملفات المودعة، رغم تزامن ذلك مع تفشي جائحة كوفيد-19، مع توخي شروط المراقبة والاحتكام لضوابط معاملات الشريعة الإسلامية. وفي السياق وقع بنك الجزائر مطلع 2022، مذكرة تقام مع هيئة المحاسبة والمراجعة للمؤسسات المالية الإسلامية «أيوفي».

من جانبه، أشاد رئيس المجلس الإسلامي الأعلى بوعبد الله غلام الله، بمبادرة رئيس الجمهورية بتطوير الصيرفة الإسلامية، «استجابة منه لمطلب شعبي يلبي طموحات المواطنين والمتعاملين الاقتصاديين.. ودعا غلام الله إلى تطوير الإطار القانوني والتنظيمي الخاص لتنمية هذا المجال، منوها بجهود أعضاء الهيئة الشرعية الوطنية للإفتاء للصناعة المالية الإسلامية، وما يقومون به، في مراقبة العقود والعهود وأنظمة التمويل ومنح شهادة المطابقة للمؤسسات البنكية. وباعتبارها الجهة المنظمة ليوم الإعلام، أكدت الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، على لسان رئيسها زهر لطرش، أن الهدف يكمن في تحقيق الشمول المالي واستكمال مسار البناء والتشيد للقطاع البنكي. وذكر بإلحاح الجمعية على توفير منتجات الصيرفة الإسلامية بكافة الفروع البنكية عبر التراب الوطني وتسويقها بطريقة صحيحة، قصد استقطاب أكبر عدد من الزبائن وجذب الكتلة المالية خارج الدوائر الرسمية.

حيث تم تسجيل 294 شباكا بنكيا يشغل بهذا النوع من الصيرفة، وإحصاء 66.217 حسابا، أما قيمة الودائع فبلغت 49 مليار دج، مقابل تمويلات بـ 5 ملايين دج.

وسمح صدور المرسوم التنفيذي الخاص بالتأمين التكافلي، بإنشاء شركتين عموميتين، مختصين بهذا الغرض فيما تم فتح نوافذ للتأمين التكافلي في شركات التأمين التقليدية.

ويأتي تطوير الصيرفة الإسلامية، حسب الوزير، استجابة لرغبات المواطنين واستقطاب القدر الأكبر من السيولة المالية المتواجدة بالسوق الموازية، إلى جانب تعزيز الثقافة المالية للشباب والدفع نحو تحقيق إصلاحات عميقة للقطاع من خلال الرقمنة، ومنه إضفاء الشفافية اللازمة واسترجاع الثقة.

وأكد الوزير أن آفاقا واعدة للصيرفة الإسلامية بالجزائر، خاصة إذا ما تم حشد الإمكانيات المادية والبشرية اللازمة.

من جانبه، أكد محافظ بنك الجزائر، صلاح الدين طالب، أن المنتجات البنكية المتوافقة مع الشريعة الإسلامية باتت من أقوى الحلول لمواجهة الأزمات المالية وحالات الركود الاقتصادي، مما دفع بالعديد من الدول لاعتمادها.

وقال إن تطويرها من قبل بنك الجزائر، يدخل ضمن الإصلاحات المسطرة من قبل السلطات العليا للبلاد، مشيرا إلى أن «تعزيز مكانتها تم على أساس إطار قانوني وتنظيمي».

وأوضح أن بنك الجزائر، منح التراخيص للبنوك من أجل تقديم خدمات الصيرفة الإسلامية، على أسس المساواة واستيفاء الشروط المحددة في المرسوم التنفيذي 02/20، وأولها الحصول على شهادة المطابقة من قبل الهيئة الشرعية الوطنية للإفتاء للصناعة المالية

تتعرّز الأطر القانونية للصناعة المالية الإسلامية العام المقبل، بإصدار النص الخاص بإطلاق الصكوك الإسلامية وإدراج فصل كامل لهذا القطاع في قانون النقد والقرض الجاري اعتماده، في وقت سجلت المؤسسات البنكية نموا معتبرا للصيرفة المطابقة لأحكام الشريعة منذ 2020.

حمزة. م

أشاد مسؤولون وممثلو مؤسسات مالية، أمس، بالإنجازات المحققة في مجال الصيرفة الإسلامية، منذ إقرار أول مرسوم تنفيذي ناظم لها في 15 مارس 2020، وتوقعوا آفاق واعدة لها بفعل حالة التعافي التي يشهدها الاقتصاد الوطني. جاء ذلك في يوم إعلامي «الصيرفة الإسلامية في الجزائر.. الحصيلة والآفاق»، نظّمته الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية الجزائرية، برعاية الوزير الأول، بالمركز الدولي للمؤتمرات وحضره أعضاء بالحكومة، ومحافظ بنك الجزائر، ورئيس المجلس الإسلامي الأعلى.

وفي عرضه لأبرز نتائج لمسار تطوير الصيرفة الإسلامية، خلال السنوات الأولى، أعلن وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، عن وضع الإطار القانوني والتنظيمي المحدد لسوق الصكوك الإسلامية.

وقال في كلمته له، إن النص الناظم لهذه الصكوك «سيكون جاهزا سنة 2023»، ليضاف إلى جملة من التدابير القانونية التي اتخذتها الحكومة، لإدماج الصيرفة الإسلامية في الأنشطة الاقتصادية والتجارية للاقتصاد الوطني.

وسيسهم ذلك في تعزيز البيئة المواتية لنمو وتطوير الصناعة المالية الإسلامية، خاصة بعد وضع فصل كامل محدد للصيرفة الإسلامية في قانون النقد والقرض الجاري سيعرض على اجتماع مجلس الوزراء المقبل قبل نزوله إلى البرلمان.

وحسب الخبراء، سيكون متاحا، ولأول مرة، إنشاء بنوك إسلامية، في إطار قوانين ناظمة، ليوضع حد نهائي للفراغات القانونية السابقة التي حالت دون تطور بالوتيرة المطلوبة سابقا.

ونوّه وزير المالية بالحصيلة الإيجابية المحققة في المجال منذ صدور مرسوم 02/20، الذي وضع بموجبه بنك الجزائر الشروط الواجب توفرها في البنوك سواء عمومية أو خاصة لتقديم منتجات الصيرفة الإسلامية.

وكشف عن نتائج مرضية إلى غاية أوت 2022،

العمل جار لإطلاق الإطار القانوني للصكوك الإسلامية .. كسالي؛

5400 مليار ودائع وتمويلات ضمن الصيرفة الإسلامية

أكد، أمس، وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أن اعتماد الشبايك البنكية الإسلامية منذ ثلاث سنوات، سمح بفتح 66217 حساب بنكي واستيعاب 49 مليار دينار في شكل ودائع بنكية وتمويل منتجات بقيمة 5 مليار دينار، أي ما مجموعه 5400 مليار سنتيم، مشيرا إلى أن العمل جار لإطلاق الإطار القانوني المنظم للصكوك الإسلامية خلال السنة المقبلة، مع إدراج فصل مخصص للصيرفة الإسلامية للتشبيث القانوني، في إطار تعديل قانون النقد والقرض.

إيمان بلعمري

وجسدت مشروع النوافذ الإسلامية في القطاعين العمومي والخاص، بدليل فتح شبايك إسلامية في كل ربوع الوطن تكريسا للعمل الجوارى.

وأضاف رئيس الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، أنه رغم حداثة التجربة إلا أن مستوى الودائع فاق 45 مليار دينار، أي 4500 مليار سنتيم كاشفا عن تحصيل أكثر من 1600 مليار دينار منذ اطلاق العملية على مستوى شبايك بنك الجزائر الخارجي، معتبرا ذلك بمثابة دليل على تجاوب الزبائن الكبير والمشجع مع المنتجات السبع المعروضة، كاشفا عن إطلاق ثلاثة منتجات أخرى بما فيها اقتناء السيارات المصنعة في الجزائر وبأسعار مرضية رغبة في تلبية طلبات زبائن كل البنوك.



اقتصادية وطنية بالغة، كون الصيرفة الإسلامية تساعد على استقطاب الكتلة النقدية المتداولة خارج الدائرة المصرفية الرسمية.

ولفت طالب إلى تعامل هيئته من حيث دراسة الملفات، بنفس طريقة ترخيص الاعتمادات الأخرى دون تمييز، حيث يشترط حصول البنك أو المؤسسة المالية على شهادة المطابقة للمنتجات لتسويقها وفق أحكام الشريعة، تسلم من طرف الهيئة الشرعية الوطنية للإفتاء للصناعة المالية الإسلامية.

وأكد لزهر لطرش، رئيس الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، من جهته على أهمية الصيرفة الإسلامية في دعم الاقتصاد الوطني بما يسمح للوصول إلى مرحلة الشمول المالي.

وقال إن الجزائر قطعت خطوة مهمة نحو العصرية والتطور

ولايات الوطن لاستقطاب أكبر عدد من المواطنين للاستفادة من خدمات الصيرفة الإسلامية وتحقيق مبدأ الشمول المالي.

وقال محافظ بنك الجزائر، صالح طالب من جهته، إن ملف الصيرفة الإسلامية سجل خطوة حاسمة في بعث وتحفيز الصيرفة الإسلامية وتعزيزها، حيث تلقى البنك، منذ صدور هذا النظام ما يزيد عن 20 ملفا لطلب الترخيص المسبق لتسويق مختلف المنتجات الإسلامية أودعه 11 بنكا، ضمن رقم، أكد أنه مرشح للارتفاع، مشيرا إلى الموافقة على الملفات المطابقة والأحكام القانونية المعمول بها في آجال معقولة.

وأضاف أن بنك الجزائر سخر إمكانيات معتبرة للتكفل بالملفات المقدمة في وقت قياسي رغم الظروف التي فرضتها جائحة كورونا، حرصا منه على إنجاح هذا المشروع الذي يكتسي أهمية

وأكد الوزير، خلال يوم إعلامي حول الصيرفة الإسلامية في الجزائر بالمركز الدولي للمؤتمرات عبد اللطيف رحال، تحت شعار "الحصيلة والأفاق"، أن نظام التمويل الإسلامي سمح بتسويق منتجات الصيرفة الإسلامية في عمليات بنكية على غرار المرابحة والمشاركة، مشيرا إلى ارتفاع عدد الشبايك الإسلامية، نهاية شهر أوت الماضي على مستوى البنوك العمومية والخاصة إلى 294 شباك.

وأضاف كسالي أن التأمين التكافلي، سمح بإنشاء شركتين عموميتين في هذا النوع من التأمين وفتح 5 نوافذ على مستوى شركات التأمين التقليدية في انتظار إصدار الصكوك الإسلامية خلال السنة القادمة.

وأشار الوزير إلى أهمية الصيرفة الإسلامية في استقطاب أموال السوق الموازية، لدعم الاقتصاد الوطني وإعادة بناء الثقة بين المواطن ومختلف المؤسسات المالية وإضفاء الشفافية على كل العمليات والصفقات البنكية.

وتعتزم وزارة المالية في هذا السياق، وضع إطار قانوني وتنظيمي للصكوك الإسلامية خلال العام القادم لتوفير بيئة مواتية للنمو وتطور السلع المالية الإسلامية في الجزائر.

واغتم الوزير المناسبة لتشجيع إطارات البنوك، على مضاعفة جهودهم لتعميم تسويق منتجات الصيرفة الإسلامية عبر جميع

إثروقفة احتجاجية لعمال بلدية مفتاح رخصة استثنائية لصب الأجور المتأخرة



لصب الأجور المتأخرة، مشيرا إلى أن المشكل لم يحدث على مستوى مصالح البلدية، وإنما تم على مستوى الخزينة العمومية، والذي تسبب في إيصال ميزانية البلدية إلى العجز نظرا لسوء التسيير، حيث وصلت البلدية إلى مرحلة العجز بسبب المسؤول على مستوى الخزينة العمومية، الذي حوّل ملفه إلى العدالة للفصل فيه، نافيا، بالمناسبة، الإشاعات التي تم الترويج لها في هذا الموضوع، مؤكدا أن الجهات القضائية هي المخوّل لها تقديم أي تفاصيل حول ما وقع على مستوى الخزينة من سوء تسيير.

رشيدة بلال

طلمان المسؤول الأول عن المجلس الشعبي البلدي لبلدية مفتاح بالبلدية، العاملين بمصالح البلدية بعد الوقفة الاحتجاجية التي نظموها مؤخرا، بأن مصالحه حازت على رخصة استثنائية من وزارة المالية، لصب أجورهم بعد حل المشكل الذي تسبب في حرمانهم من قبض رواتبهم في آجالها المحددة، وأكد رئيس البلدية عمر بوحصيرة لـ "المساء"، أن مصالحه تمكنت من حل المشكل المرتبط بتأخر صب مستحقات العمال على مستوى مصالح البلدية؛ حيث تم التنقل إلى وزارة المالية لطرح هذا الانشغال، والحصول على موافقة بموجب رخصة استثنائية

إطار قانوني خاص بالصكوك الإسلامية... كسالي:

تمويلات الصيرفة الإسلامية فاقت 5 مليار دينار

أعلن وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أمس، أنه سيتم إطلاق الإطار القانوني والتنظيمي المنظم لسوق الصكوك الإسلامية خلال سنة 2023، داعياً المؤسسات البنكية الناشطة في الساحة لتعميم منتجات الصيرفة الإسلامية لتحقيق الشمول المالي.

بورصة الجزائر وتحصيل أدوات تمويلية استجابة لحاجة البنوك وشركات التأمين التكافلي، منوهاً من جانب آخر، بالعمل الذي قامت به لجنة الفتوى الشرعية للمالية الإسلامية التي تمنح شهادات المطابقة الشرعية للبنوك على منتجاتها البنكية في إطار الصيرفة الإسلامية.

ويذكر أنه أكد رئيس الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، لزهر لطرش، أن الهدف من إطلاق منتجات الصيرفة الإسلامية في الجزائر هو تجسيد الشمول المالي وترسيخ ثقافة التعامل مع البنوك لدى المواطن مع مراعاة متطلباته، وكذا استقطاب أموال السوق الموازي.

وأضاف لطرش أن الجمعية حرصت دائماً على تواجد شبابيك وكالات الصيرفة الإسلامية عبر كامل التراب الوطني وحتى في المناطق المعزولة، ملحاً كذلك على تكوين الموارد البشرية على مستوى البنوك المكلفة بتسويق هاته الخدمات والمنتجات الجديدة.

ويتناول هذا الملتقى التطور الذي شهدته الساحة المصرفية بالبلاد في الصيرفة الإسلامية، مع التركيز على إبراز الإنجازات المسجلة في هذا المجال.

وتتمحور أشغال اللقاء المنظم من طرف جمعية البنوك والمؤسسات المالية على جلستين تخصص الأولى لحصيلة الصيرفة الإسلامية في الجزائر وما تم تحقيقه ودور بنك الجزائر في تطويرها وكذا إنجازات قطاع التأمين في مجال التأمين التكافلي.

أما الجلسة الثانية فتركز أساساً على الآفاق المستقبلية للصيرفة الإسلامية في كل من المجال البنكي والتأمين التكافلي والسوق المالي وكذا الأوقاف والزكاة.



لمسعيد.ب

وأكد الوزير، خلال أشغال اليوم الإعلامي حول الحصيلة والآفاق المستقبلية للصيرفة الإسلامية، بقوله: "تعتزم الوزارة وضع الإطار القانوني والتنظيمي الإشرافي لسوق الصكوك الإسلامية في أجل لا يتعدى سنة 2023، وذلك من أجل خلق بيئة مواتية لنمو وتطوير الصناعة المالية الإسلامية في الجزائر".

وأضاف كسالي أنه فضلاً عن إطلاق منتجات الصيرفة الإسلامية على مستوى البنوك تم إصدار المرسوم التنفيذي الخاص بالتأمين التكافلي الذي سمح بإنشاء شركتين عموميتين تمارسان "حصرياً" عمليات التأمين التكافلي، إضافة لفتح خمسة شبابيك على مستوى شركات التأمين التقليدية مخصصة لهذا النوع من التأمين.

وبعدما ثمن الإنجازات المعتمدة المحققة "في ظرف زمني وجيز" من أجل إطلاق الصيرفة الإسلامية، لفت الوزير إلى أنه سيتم في إطار تعديل قانون النقد والقرض، إدراج فصل مخصص للصيرفة الإسلامية والذي سيمثل التثبيت القانوني للصيرفة الإسلامية.

وشدد في ذات السياق أن توفير منتجات وخدمات الصيرفة الإسلامية جاء استجابة لطلبات المواطنين في تنوع مصادر التمويل والادخار وهو ما سينعكس إيجاباً على تطوير الاقتصاد الوطني.

كما أعطى كسالي حصيلة عن نشاط الصيرفة الإسلامية على مستوى البنوك العمومية منذ إنطلاقه وإلى غاية نهاية شهر أوت 2022، حيث تم إحصاء 294 شباك يقدم منتجات الصيرفة الإسلامية، وكذا 66.217

الجزائر رافق العملية بطريقة سلسلة، مضيفاً أن عدد ملفات طلب ترخيص إطلاق المنتجات الإسلامية على مستوى بنك الجزائر بلغ أزيد من 20 ملفاً أودعها 11 بنكاً نشطاً في الساحة وهو "رقم مرشح للارتفاع بحكم الطلب المتزايد على هاته المنتجات".

كما ذكر بالدور الذي يضطلع به البنك المركزي في سياق إرساء المالية الإسلامية، لا سيما في الجانب التنظيمي.

أما رئيس المجلس الإسلامي الأعلى، بوعبد الله غلام الله، فأكد في تدخله على التطور الذي تشهده الصيرفة الإسلامية في الجزائر رغم حداثها، لافتاً إلى "ضرورة المزيد من ترقية هذا النمط البديل من التمويل في الجزائر وسهماً من خلال تطوير الإطار التشريعي للصكوك الإسلامية".

وأوضح أن هذا الإجراء من شأنه "تنشيط

حساب، في حين بلغت قيمة الودائع 49 مليار دينار مقابل تمويل بقيمة 5 مليار دينار.

من جهته أكد محافظ بنك الجزائر، صلاح الدين طالب، أن الصيرفة الإسلامية التي لها "أهمية اقتصادية وطنية" من شأنها المساهمة في استقطاب الكتلة المالية المتداولة خارج الدائرة المصرفية، مضيفاً أن إدراج هذه المنتجات تأتي استجابة لتطلعات شريحة هامة من الزبائن وستمكن من تجسيد الشمول المالي في الجزائر".

وقال المحافظ: "أصبح التطور والابتكار في الأدوات المالية الإسلامية ضرورة حتمية خاصة مع تزايد الطلب على هذه المنتجات في ظل التوجه العالمي المتنامي نحو الاستثمار الأخلاقي".

ولفت طالب إلى أنه برغم الظرف الصحي الاستثنائي الذي تم خلاله إطلاق منتجات الصيرفة الإسلامية بالجزائر إلا أن بنك

خلال سنة 2023

إطلاق الإطار القانوني للصكوك الإسلامية

تطوير الاقتصاد الوطني، وأعطى كسالي حصيلة عن نشاط الصيرفة الإسلامية على مستوى البنوك العمومية منذ اطلاقه وإلى غاية نهاية شهر أغسطس 2022 حيث تم إحصاء 294 شباك يقدم منتجات الصيرفة الإسلامية وكذا 66.217 حساب في حين بلغت قيمة الودائع 49 مليار دينار مقابل تمويلات بقيمة 5 مليار دينار إلى ذلك أكد محافظ بنك الجزائر صلاح الدين طالب ان الصيرفة الإسلامية التي لها "أهمية اقتصادية وطنية" من شأنها المساهمة في استقطاب الكتلة المالية المتداولة خارج الدائرة المصرفية مضيفا أن إدراج هذه المنتجات تأتي استجابة لتطلعات شريحة هامة من الزبائن وستمكن من تجسيد الشمول المالي في الجزائر". وقال المحافظ: "أصبح التطور والابتكار في الأدوات المالية الإسلامية ضرورة حتمية خاصة مع تزايد الطلب على هذه المنتجات في ظل التوجه العالمي المتنامي نحو الاستثمار الأخلاقي". ولفت طالب إلى أنه برغم الظرف الصحي الاستثنائي الذي تم خلاله إطلاق منتجات الصيرفة الإسلامية بالجزائر إلا أن بنك الجزائر رافق العملية بطريقة سلسلة، مضيفا أن عدد ملفات طلب ترخيص إطلاق المنتجات الإسلامية على مستوى بنك الجزائر بلغ أزيد من 20 ملفا أودعها 11 بنكا نشطا في الساحة وهو "رقم مرشح للارتفاع بحكم الطلب المتزايد على هاته المنتجات". كما ذكر بالدور الذي يضطلع به البنك المركزي في سياق إرساء المالية الإسلامية، لا سيما في الجانب التنظيمي.

أعلن وزير المالية إبراهيم جمال كسالي أنه سيتم إطلاق الإطار القانوني والتنظيمي المنظم لسوق الصكوك الإسلامية خلال سنة 2023، داعيا المؤسسات البنكية الناشطة في الساحة لتعميم منتجات الصيرفة الإسلامية لتحقيق الشمول المالي. وأكد الوزير خلال أشغال اليوم الإعلامي حول الحصيلة والافاق المستقبلية للصيرفة الإسلامية أمس بقوله: "نعتزم الوزارة وضع الإطار القانوني والتنظيمي الاشرافي لسوق الصكوك الإسلامية في أجل لا يتعدى سنة 2023 وذلك من أجل خلق بيئة مواتية لنمو وتطوير الصناعة المالية الإسلامية في الجزائر مضيفا انه فضلا عن إطلاق منتجات الصيرفة الإسلامية على مستوى البنوك تم اصدار المرسوم التنفيذي الخاص بالتأمين التكافلي الذي سمح بإنشاء شركتين عموميتين تمارسان "حصريا" عمليات التأمين التكافلي إضافة لفتح خمس شبايك على مستوى شركات التأمين التقليدية مخصصة لهذا النوع من التأمين. وبعدها ثمن الانجازات المعبرة المحققة "في ظرف زمني وجيز" من أجل إطلاق الصيرفة الإسلامية لفت الوزير إلى أنه سيتم في إطار تعديل قانون النقد والقرض "إدراج فصل مخصص للصيرفة الإسلامية والذي سيمثل التثبيت القانوني للصيرفة الإسلامية". وشدد في ذات السياق أن توفير منتجات وخدمات الصيرفة الإسلامية جاءت استجابة لطلبات المواطنين في تنوع مصادر التمويل والادخار وهو ما سينعكس ايجابا على



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger